

## ATTESTATION D'EMPLOYEUR DESTINÉE À Pôle emploi

A remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.).



ATTENTION : le salarié joindra lui-même un exemplaire de cette attestation à la demande d'allocations d'assurance chômage qui lui sera adressée, s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi (voir bas de la page 3). IL NE DOIT EN AUCUN CAS LA RETOURNER SEULE.

Attestation éditée automatiquement par Pôle emploi le 24/07/2015 16:47. N° d'ordre 14

Logiciel utilisé : sPAIEctacle - Norme - version V01X09

### 1. l'employeur

TES IN TES BAT

Maison des associations

13200 ARLES

Téléphone :

Statut juridique :

N° SIRET : 50076294300024

Code APE/NAF : 5911C

N° d'affiliation à Pôle emploi (anc' Assédic) ou à l'organisme ayant recouvert les cotisations d'assurance chômage :  
[En cas de paiement groupé des cotisations, indiquez le n° d'affiliation à l'Assédic (ou au pôle Emploi) de recouvrement]

Pôle emploi (anc' Assédic) de

Garp (Pôle emploi services)

Autre (précisez)

N°

(CMSA, URSSAF, CCVRP, organisme centraliseur des paies dans chaque port pour les dockers)

Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé :

2

ne rien inscrire dans ce cadre

EMPLOYEURS DU SECTEUR PUBLIC (Art. L. 5424-1 du C. du T.).

Employeur en auto assurance

Employeur ayant conclu une convention de gestion

N° de la convention de gestion

code analytique

Adhésion aux régimes

particuliers pour les

emplois "aidés"

(CES, apprentis, emplois

jeunes, etc.)

Employeur ayant adhéré à titre révocable

Date d'adhésion :

Statut du salarié :  stagiaire  titulaire  non titulaire

### 2. le salarié

M  Mme  Mlle

Nom de naissance : GOUDET

Prénom : Eric

Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :

Adresse : 2 rue de la Chèvre

NIMES

Code postal : 30000

NIR : 1790730189185

Date de naissance :

18071979

Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise ?  oui  non

Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) :

Niveau de qualification : employé administratif d'entreprise, de commerce, agent de service  Statut cadre ou assimilé :  oui  non

(code : voir notice)

### 3. caisses de retraite complémentaire du salarié

Sigle, nom et adresse des institutions de retraite

ARRCO : Retraite complémentaire Arrco

AGIRC :

Autres :

(Pour les cadres ou assimilés affiliés à l'AGIRC et à l'ARRCO, les deux institutions doivent être renseignées.)

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de Pôle Emploi. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.

1790730189185, GOUDET Eric

## 4. emploi

- Durée d'emploi salarié : \_\_\_\_\_ du         au
- Dernier emploi tenu : Chargée de Diffusion Dernier lieu de travail : \_\_\_\_\_ Dépt.
- Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle : \_\_\_\_\_
- Préavis :  effectué : \_\_\_\_\_ du      au
- non effectué }  payé : \_\_\_\_\_ du      au
- non payé : \_\_\_\_\_ du      au
- (motif) : \_\_\_\_\_
- En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse : \_\_\_\_\_ et le numéro d'affiliation : \_\_\_\_\_
- Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ?  oui  non
- Catégorie d'emploi particulier :  intérimaire  intermittent  travailleur à domicile  expatrié  employé de maison  assistante maternelle  autre : \_\_\_\_\_ (précisez)
- Horaire de travail : hebdomadaire      annuel
  - dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : \_\_\_\_\_  h
  - du salarié : \_\_\_\_\_  h
  - motif en cas de différence :  travail à temps partiel  autre motif : \_\_\_\_\_ (précisez)
- Nature du contrat :  contrat à durée indéterminée  contrat à durée déterminée
- Contrat de type particulier :  apprentissage  professionnalisation  orientation  qualification  adaptation  emploi-solidarité  emploi jeunes (dispositif 1997)  contrat jeunes en entreprise (dispositif 2002)  CIE  CAE  contrat d'avenir  autre : \_\_\_\_\_ (précisez)
- Statut particulier :  gérant  administrateur/PDG/DG  Mbre/Pdt du Directoire  Mbre du Cons. de surveillance  Pdt d'une association  Mbre d'un GIE  associé/actionnaire  autre : \_\_\_\_\_ (précisez)

## 5. chômage total sans rupture de contrat de travail

- 40  oui  non
- Avez-vous demandé les allocations de chômage partiel à la DDTEFP ? \_\_\_\_\_  oui  non
- Si oui, période indemnisée au titre du chômage partiel : \_\_\_\_\_ du      au
- Date de reprise prévue :

## 6. motif de la rupture du contrat de travail

- Salarié licencié à l'âge de 55 ans ou plus**  
Si une convention FNE a été conclue par l'entreprise, l'intéressé a-t-il refusé la proposition d'adhérer à la convention ?      10  oui    21  non
- 11  licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire
  - 82  résiliation judiciaire du contrat
  - 12  licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement
  - 83  rupture pour force majeure ou fait du prince
  - 14  licenciement pour motif économique
  - 84  rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage
  - 34  fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur
  - 35  fin de période d'essai à l'initiative du salarié
  - 36  rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur
  - 37  rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié
  - 15  licenciement pour fin de chantier
  - 38  mise à la retraite par l'employeur
  - 20  licenciement pour autre motif, (précisez) : \_\_\_\_\_
  - 39  départ à la retraite à l'initiative du salarié
  - 25  autre rupture pour raison économique (Art. L. 1233-3 al.2 du C. du T.)
  - 59  démission (motif) : \_\_\_\_\_
  - 31  fin de contrat à durée déterminée
  - 88  rupture conventionnelle (Art. L. 1237-14 du C. du T.)
  - 32  fin de mission d'intérim
  - 60  autre motif : (précisez) : \_\_\_\_\_
  - 81  fin de contrat d'apprentissage



1790730189185, GOUDET Eric

### 7.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

**salaire**

(versé après le dernier mois civil mentionné au cadre 7.1)

Période du au		Date de paiement	Nb. d'heures travaillées	Salaire brut	Montant du précompte Assurance chômage (part salariale)
11/07/2015	12/07/2015	12/07/2015	16,00	153,76	

**indemnité compensatrice de préavis**

Montant : \_\_\_\_\_ | EUR

**indemnité compensatrice de congés payés**

Montant : \_\_\_\_\_ | 16,91 | EUR

Jours ouvrables : \_\_\_\_\_

Indemnité due par une caisse professionnelle

(précisez laquelle) : \_\_\_\_\_

**total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture**

\_\_\_\_\_ | 15,38 | EUR

• Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : \_\_\_\_\_ | 15,38 | EUR  
dont indemnités :

légale de licenciement \_\_\_\_\_  
(Art. L. 1234-9 du C. du T.)

spéciale de licenciement \_\_\_\_\_

spécifique de licenciement \_\_\_\_\_

minimale de rupture conventionnelle \_\_\_\_\_  
(Art. L. 1237-13 du C. du T.)  
Montant correspondant à celui de l'indemnité légale de licenciement)

(Art. L. 1235-15 du C. du T.)

due aux journalistes \_\_\_\_\_

de fin de contrat à durée déterminée \_\_\_\_\_ | 15,38 |

légale de clientèle \_\_\_\_\_

légale due au personnel navigant de l'aviation civile \_\_\_\_\_

de fin de mission \_\_\_\_\_

versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. \_\_\_\_\_

de départ à la retraite \_\_\_\_\_

due en raison d'un sinistre \_\_\_\_\_

autres indemnités légales \_\_\_\_\_

• Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : \_\_\_\_\_ | EUR

• Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : \_\_\_\_\_ | EUR

Une transaction est-elle en cours ?  oui\*  non

\*Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à Pôle emploi.

### 8. avance du régime de garantie des salaires

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, une avance de l'AGS :

a-t-elle été perçue ?  oui Pour quelles créances : \_\_\_\_\_

non Motif : \_\_\_\_\_

est-elle à percevoir ?  oui Pour quelles créances : \_\_\_\_\_

non Motif : \_\_\_\_\_

### 9. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : LEFEVRE-BALLEYDIER (prénom) : ANNE

agissant en qualité de :

chef d'entreprise  directeur  comptable  mandataire liquidateur

gérant  chef du personnel  administrateur judiciaire  autre : PRESIDENTE

(précisez)

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DDTEFP ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

A ARLES le 24 | 07 | 2015

Signature

Personne à joindre concernant cette attestation :

KAMIL

Téléphone : \_\_\_\_\_

Cachet de l'entreprise